

**SÉANCE DU 10 août 2000.**

PRÉSENTS : MM. YM. RENARD, Échevin-Président;  
GODELAINE, CARRIER, VAN BALLAER, Échevins;  
MAILLEUX, Secrétaire communal.

**Délibération N° & Objet :**

**8. Octroi d'un permis d'urbanisme : Alfred GEORIS à Rome.**

Le Collège échevinal,

Vu la demande introduite par Monsieur Alfred GEORIS, Chemin du Hasard 14 à 6940 ROME, relative à un immeuble sis à l'adresse susvisée et y cadastré DURBUY-6ème division, section A n° 700m et 701k, et tendant à agrandir un hangar agricole;

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 15 décembre 1999 et le n° 2/874.1/171/1999;

Vu le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine applicable à la Région Wallonne;

Vu les articles 384 à 385 du même Code, relatifs à l'instruction et la publicité des demandes de permis de bâtir;

Vu l'article 3 du même code portant délégation des pouvoirs de l'Exécutif en matière d'aménagement du territoire et désignant les fonctionnaires délégués;

Attendu qu'il n'existe pas, pour le territoire où se trouve ce bien, de plan particulier d'aménagement approuvé par l'Exécutif;

Attendu que le bien ne se trouve pas dans le périmètre d'un lotissement dûment autorisé;

Attendu que le projet se situe en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur de Marche;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Échevins;

Vu l'avis favorable de la Direction générale de l'Agriculture;

Vu la configuration du terrain;

Vu les règlements généraux sur les bâtisses;

Attendu qu'il ressort de l'examen de la notice d'évaluation préalable des incidences du projet sur l'environnement que celles-ci sont peu importantes; qu'il s'ensuit, dès lors, qu'il n'y a lieu de prescrire l'établissement d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement;

Attendu que le dispositif de l'avis conforme émis sous le n° 83012/UAP/2000.18/VG/NP par le fonctionnaire délégué en date du 04 août 2000 et libellé comme suit : "Vu l'avis favorable du CBE daté du 28/06/2000;

Vu l'avis réputé favorable de la DGA;

Vu le contexte bâti existant;

Vu que le projet s'inscrit dans le prolongement d'un bâtiment existant, et avec des matériaux identiques;

Vu que le projet présenté est adapté aux circonstances urbanistiques et architecturales locales de ce site de la localité de Durbuy;

Vu que la destination générale de la zone et son caractère architectural sont respectés par le projet;

J'émet, en ce qui me concerne, un avis favorable sur le projet.

**Délibération N° & Objet :**

**8. Octroi d'un permis d'urbanisme : Alfred GEORIS à Rome.**

Conformément à l'article 232 du Nouveau Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, la découverte fortuite de biens ou structures archéologiques doit être signalée au bourgmestre de la commune; à toutes fins utiles, elle sera également signalée au Service des Fouilles de la Région Wallonne. Personne à contacter : D. HENROTAY ou Ph. MIGNOT, rue des Martyrs 22 à 6700 ARLON – Tél. 063/23.05.40.";

**ARRÊTE**

Article 1er. Le permis est délivré à Monsieur Alfred GEORIS qui devra :

- 1° respecter les conditions prescrites par l'avis conforme reproduit ci-dessus du Fonctionnaire délégué,
- 2° se conformer scrupuleusement aux prescriptions du plan d'implantation et du plan de construction joints au dossier de demande de bâtir,
- 3° supporter, à l'exclusion de toute intervention communale, les frais d'équipement de la parcelle en eau, électricité, télédistribution, égout et voirie.

Article 2. Le demandeur est avisé de ce que les frais des réparations des dégâts que subiraient les infrastructures publiques lors de la construction seront mis à sa charge, à défaut pour eux de les effectuer selon les règles de l'art, et de ce que la conformité de la réalisation suivant les indications ci-dessus sera vérifiée sur place par les services communaux.

Article 3. Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué aux fins de l'exercice éventuel par celui-ci de son droit de suspension.

Article 4. Le titulaire du permis avertit, par recommandé, le Collège des Bourgmestre et Échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 5. Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

Par le Collège échevinal,

Le Secrétaire,  
(s) H. MAILLEUX

Le Président,  
(s) YM. RENARD

Pour extrait conforme :

La Secrétaire communale ff.,

Le Bourgmestre,

Michèle THOMAS

Jean-Paul LEDOUX